

Exposé du Président en exercice de l'OSCE
New York, le 7 mai 2013

Intervention de S.E.Mme Sylvie Lucas
Représentant permanent du Luxembourg

Monsieur le Président,

Je voudrais me joindre aux orateurs précédents pour souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité à Monsieur Leonid Kozhara, Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, et pour le remercier de nous avoir exposé ses priorités pour 2013 en tant que Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Avec désormais 57 Etats membres, l'OSCE occupe une place unique parmi les organisations régionales avec lesquelles les Nations Unies sont appelées à coopérer, en vertu du chapitre VIII de la Charte. L'OSCE joue un rôle important dans le règlement des conflits et la promotion des droits de l'homme en Europe et en Asie centrale. L'adhésion récente de la Mongolie illustre l'attrait que l'OSCE continue d'exercer au-delà des frontières de l'Europe.

En tant que membre de l'OSCE, le Luxembourg souscrit entièrement aux ambitions de la présidence ukrainienne de saisir la dynamique créée suite au sommet d'Astana en 2010 pour approfondir la réflexion sur la vision d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne libre, démocratique, unie et indivisible. Le processus « Helsinki plus 40 », lancé lors du Conseil ministériel de Dublin en décembre dernier, devra permettre de réaliser une vision ambitieuse de l'OSCE : une vision articulée autour d'une approche globale de la sécurité, qui tienne compte à la fois de la dimension politico-militaire, de la dimension économique et environnementale, et de la dimension humaine.

Nous sommes particulièrement attachés à la dimension humaine, qui est un élément essentiel de toute architecture de sécurité moderne. Elle doit occuper une place de premier plan au sein de l'OSCE. Il est important que la Présidence ukrainienne poursuive le travail initié par les Présidences lituanienne et irlandaise sur la liberté d'expression et la liberté des médias, y compris les médias numériques. Nous saluons le travail essentiel réalisé dans le domaine de l'observation et de l'assistance électorales par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE.

Monsieur le Président,

Les Nations Unies et l'OSCE sont fondées sur des valeurs et des principes communs. Il est donc tout à fait naturel que les deux organisations coopèrent étroitement.

Nous nous félicitons des memoranda d'entente signés entre l'OSCE et le Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies, et qui visent à développer un partenariat pour les initiatives de

paix et de désarmement et à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, en promouvant la mise en œuvre, à l'échelle régionale, de la résolution 1540 du Conseil de sécurité.

Nous saluons également les efforts déployés par l'OSCE en partenariat avec les Nations Unies, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), pour lutter contre le crime transnational organisé, tel que le trafic des stupéfiants et la traite des êtres humains.

Sur le terrain, l'OSCE coopère activement avec les Nations Unies. Elle a démontré sa capacité à jouer un rôle essentiel, de concert avec d'autres organisations régionales, dans le règlement de conflits et la promotion de la paix. C'est le cas en Afghanistan, dans les Balkans, en Europe orientale – dans le contexte du conflit en Moldova portant sur le territoire de la Transnistrie. C'est encore le cas dans le Caucase du Sud, à travers le Groupe de Minsk et le processus des discussions de Genève, ou encore en Asie centrale. Pour ne prendre que ce dernier exemple, il est à saluer que l'OSCE travaille en bonne intelligence avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, compte tenu des défis transfrontaliers liés à la gestion des ressources hydriques et énergétiques et à la lutte contre le terrorisme.

Nous notons avec intérêt que la Présidence en exercice ukrainienne de l'OSCE a fait du règlement des conflits prolongés et non réglés dans la zone de l'OSCE la priorité de ses priorités. Tout progrès en vue d'une solution durable de ces conflits sera une contribution importante à la paix et à la sécurité dans la région.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg présidera le Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE pendant les quatre derniers mois de l'année en cours. Comme l'a annoncé notre Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères lors du Conseil ministériel de Dublin en décembre dernier, le Luxembourg entend soutenir dans ce cadre les efforts visant à améliorer la coordination avec l'ONU dans le domaine des armes légères et de petit calibre. Deux dialogues de sécurité que nous organiserons au mois de septembre auront pour but notamment de promouvoir la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes. Mon pays présidera enfin les discussions sur les priorités politico-militaires pour 2014 qui seront soumises pour adoption au Conseil ministériel de Kiev, en décembre prochain.

En conclusion, je voudrais assurer le Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine que le Luxembourg n'épargnera pas ses efforts pour contribuer à promouvoir l'acquis de l'OSCE, dans toutes ses dimensions, et à faire avancer la coopération entre l'ONU et l'OSCE en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

Je vous remercie de votre attention.